

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	58	22

N° de la séance : 22

Objet de la délibération : Assainissement -
Assainissement des eaux usées - Régie à
simple autonomie financière -
Modification des statuts

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.253

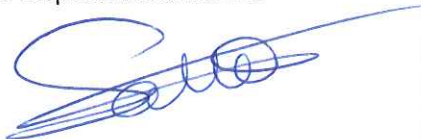
Date de la convocation :
Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.136 en date du 14 octobre 2019 portant création de la régie chargée du Service Public d'Assainissement des Eaux Usées, Régie dotée de la seule autonomie financière ;

VU l'avis rendu par le Comité Technique, en date du 30 novembre 2020 ;

VU l'avis rendu par le Conseil d'exploitation, en date 7 décembre 2020 ;

CONSIDERANT que la C.A.S.A. a fait le choix d'une régie à simple autonomie financière sans personnalité morale, pour la gestion du service public d'assainissement sur une partie de son territoire de la manière suivante :

- Collecte des eaux usées sur le territoire des communes d'ANTIBES, BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CIPIERES, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, GOURDON VILLAGE, GREOLIERES VILLAGE, LA COLLE SUR LOUP, LA ROQUE EN PROVENCE, LES FERRES, TOURRETTES SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET,
- Traitement des eaux usées sur le territoire des communes de BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CIPIERES, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, GOURDON VILLAGE, GREOLIERES VILLAGE, LA ROQUE EN PROVENCE, LES FERRES, TOURRETTES SUR LOUP,
- Contrôle des installations d'assainissement non collectif sur le territoire des communes de CIPIERES, COURMES, GOURDON, GREOLIERES, LA COLLE SUR LOUP, SAINT PAUL DE VENCE, ROQUEFORT LES PINS, VALLAURIS, VILLENEUVE-LOUBET ;

CONSIDERANT que par délibération en date du 30 avril 2019, la Commune de Biot a approuvé le principe de la délégation de service public de l'assainissement à la Société Publique Locale (ci-après SPL) HYDROPOLIS ;

CONSIDERANT que le contrat de délégation de service public relatif à l'assainissement a été conclu par délibération en date du 27 juin 2019 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.1321-2 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune de BIOT en qualité d'autorité délégante et de cocontractant de la Société Publique Locale (ci-après SPL) HYDROPOLIS dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date ;

CONSIDERANT que la C.A.S.A. a résilié le contrat de délégation du service public de l'assainissement avec la SPL HYDROPOLIS pour la Commune de Biot au 31 décembre 2020 ;

CONSIDERANT que la C.A.S.A. a fait le choix d'inclure dans le périmètre de la régie à simple autonomie financière la collecte des eaux usées et le contrôle des installations d'assainissement non collectif de la commune de Biot ;

Cette modification engendre la modification des statuts. Ainsi, il convient de procéder aux modifications suivantes :

- L'article 3 concernant l'objet ;
- L'article 6.2 relatif aux attributions du Directeur ;
- L'article 22 relatif à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021 des statuts modifiés.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les nouveaux statuts de la Régie chargée du Service Public d'Assainissement des Eaux Usées, régie dotée de la seule autonomie financière, dont le projet est joint en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE les nouveaux statuts de la Régie chargée du Service Public d'Assainissement des Eaux Usées, régie dotée de la seule autonomie financière, dont le projet est joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**STATUTS DE LA REGIE AUTONOME CHARGEE DE LA GESTION DU
SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES SUR UNE PARTIE
DU TERRITOIRE DE LA C.A.S.A.
A COMPTER DU 1^{ER} janvier 2021 :**

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite « Loi NOTRe » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu le Décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable « M49 » applicable aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence assainissement des eaux usées au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2019.136 en date du 14 octobre 2019 portant création de la Régie chargée du Service Public d'Assainissement des Eaux Usées, Régie dotée de la seule autonomie financière ;

Vu l'avis rendu par la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 7 décembre 2020 ;

Vu l'avis rendu par le Comité Technique, en date du 30 novembre 2020 ;

Considérant que l'article 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite « Loi NOTRe » prévoit que les communautés d'agglomération exerceront à titre obligatoire la compétence assainissement des eaux usées à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que la compétence assainissement des eaux usées est définie par l'article L.2224-8 du C.G.C.T.;

Considérant que la C.A.S.A va modifier ses statuts afin de prendre en compte ce transfert de compétence ;

Considérant que les services publics relatifs à l'assainissement des eaux usées sont des services publics industriels et commerciaux, conformément à l'article L. 2224-11 du C.G.C.T. ;

Considérant que l'exploitation d'un service public industriel et commercial par la C.A.S.A. peut faire l'objet d'une régie, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la Commission consultative des services publics locaux s'est prononcée favorablement à la gestion du service public d'assainissement des eaux usées en régie sur une partie du territoire de la C.A.S.A. ;

Considérant que par délibération n°2019.139 en date du 14 octobre 2019 le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a délibéré sur la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière compétente et du budget correspondant en matière d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées ;

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1: OBJET DES PRESENTS STATUTS

Les présents statuts, adoptés par délibération du Conseil communautaire de la C.A.S.A. n°2019.136 en date du 14 octobre 2019 déterminent l'organisation administrative et financière de la régie créée pour la gestion du service public d'assainissement des eaux usées sur une partie du territoire de la C.A.S.A.

Il s'agit d'une régie dotée de la seule autonomie financière, créée et administrée conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales (ci-après C.G.C.T.), notamment ses articles L.2221-1 à L.2221-8, L.2221-11 à L.2221-14, R.2221-16 à R.2221-17 et R.2221-63 à R.2221-94.

Les dispositions de ces articles sont complétées par celles des présents statuts.

ARTICLE 2 : DENOMINATION ET SIEGE DE LA REGIE

La Régie est dénommée Régie Autonome chargée de la gestion du service public d'assainissement des eaux usées.

La collectivité de rattachement de la régie est la C.A.S.A.

Le siège de la Régie est fixé au 449, Route des Crêtes, Les Genêts, 06 901 Sophia Antipolis Cedex, siège administratif de la C.A.S.A.

ARTICLE 3 : OBJET

La C.A.S.A. décide d'identifier l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial qu'est l'assainissement des eaux usées, au sein d'une Régie Autonome et ce conformément à l'article L.2221-14 du C.G.C.T.

Cette Régie a pour missions :

- L'assainissement collectif : à savoir le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Il peut s'agir également à la demande des propriétaires, d'assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble ;
- Et l'assainissement non-collectif à savoir :
 - o le contrôle de la réalisation sur les ouvrages neufs ou à réhabiliter en vue de la délivrance d'un document évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;
 - o le contrôle diagnostic de l'existant ainsi que le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages existants. A l'issue du contrôle, un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement est établi.

La Régie sera compétente sur le territoire des communes suivantes :

- Collecte des eaux usées sur le territoire des communes d'ANTIBES, BIOT, BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CIPIERES, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, GOURDON VILLAGE, GREOLIERES VILLAGE, LA COLLE SUR LOUP, LA ROQUE EN PROVENCE, LES FERRES, TOURRETTES SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET,
- Traitement des eaux usées sur le territoire des communes de BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CIPIERES, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, GOURDON VILLAGE, GREOLIERES VILLAGE, LA ROQUE EN PROVENCE, LES FERRES, TOURRETTES SUR LOUP,
- Contrôle des installations d'assainissement non collectif sur le territoire des communes de BIOT, CIPIERES, COURMES, GOURDON, GREOLIERES, LA COLLE SUR LOUP, SAINT PAUL DE VENCE, ROQUEFORT LES PINS, VALLAURIS, VILLENEUVE-LOUBET.

CHAPITRE 2 – ADMINISTRATION DE LA REGIE

ARTICLE 4 : FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF DE LA REGIE

Cette régie dotée de la seule autonomie financière est administrée, sous l'autorité du Président de la C.A.S.A. et du Conseil Communautaire, par un Conseil d'Exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur.

ARTICLE 5 : LE PRESIDENT DE LA C.A.S.A.

Les fonctions exécutives sont assurées par le Président de la C.A.S.A. qui est le représentant légal de la régie et qui en est l'ordonnateur.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions de l'assemblée délibérante relatives à la régie. Il présente au Conseil Communautaire le budget et le compte administratif ou le compte financier de la Régie.

Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant la Régie.

Il nomme le Directeur dans les conditions prévues à l'article L.2221-14 du C.G.C.T. et met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

ARTICLE 6 : LE DIRECTEUR

6.1. Nomination, cessation des fonctions et rémunération du Directeur

Le Directeur de la Régie est désigné par le Conseil Communautaire et il est nommé par le Président de la C.A.S.A. qui peut également mettre fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Sa rémunération est fixée par le Conseil Communautaire sur proposition du Président et après avis du Conseil d'Exploitation, en application des dispositions de l'article R.2221-73 du C.G.C.T.

6.2. Attributions du Directeur

Les pouvoirs du Directeur sont fixés par les articles R. 2221-67 à R.2221.68, R. 2221-74 du C.G.C.T. et son statut est de droit public.

Le Directeur assure le fonctionnement de la Régie, et à cet effet, notamment :

- Il prépare le budget,
- Il procède, sous l'autorité du Président, aux ventes et achats courants, dans les conditions fixées par les présents statuts. Ainsi, tous les achats identifiés et dépendant exclusivement de l'activité de la Régie ainsi que les avenants qui y sont rattachés, relèvent, pour leur passation et leur exécution, de la compétence du Directeur de la Régie.
- Il est remplacé en cas d'absence ou d'empêchement, par un agent de la Régie, désigné par le Président après avis du Conseil d'Exploitation.

Le Directeur informe également le Conseil d'Exploitation de la marche du service.

Le Directeur nomme et révoque les agents et employés de la régie.

6.3. Délégation de signature

Le Directeur peut recevoir délégation de signature du Président de la C.A.S.A. pour toute matière intéressant le fonctionnement de la régie chargée du service public d'assainissement des eaux usées.

6.4. Incompatibilités

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, représentant au Parlement européen. Elles sont également incompatibles avec un mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller régional, conseiller départemental, conseiller municipal, conseiller de Paris ou conseiller d'arrondissement détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'Exploitation de la régie.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Président, soit par le préfet. Il est immédiatement remplacé.

ARTICLE 7 : LE CONSEIL D'EXPLOITATION

7.1. Composition du Conseil d'Exploitation

La Régie est administrée par un Conseil d'Exploitation sous l'autorité du Président de la C.A.S.A. et du Conseil Communautaire.

Le nombre des membres du Conseil d'exploitation est fixé à neuf (9) membres dont six (6) membres élus et trois (3) personnalités qualifiées.

7.2. Désignation des membres du Conseil d'Exploitation

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par le Conseil Communautaire, sur proposition de l'Exécutif et sont relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

7.3. Conditions, incompatibilités et interdictions des membres du Conseil d'Exploitation

Les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;
- Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- Prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le conseil d'exploitation à la diligence de son président, soit par le préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président.

7.4. Durée des fonctions et renouvellement des membres du Conseil d'Exploitation

La durée des fonctions des membres est identique à celle des membres du Conseil Communautaire.

La durée des fonctions des membres du Conseil d'exploitation suivra donc celle des membres de l'organe délibérant de la C.A.S.A.

Les fonctions de membres du Conseil d'exploitation prennent fin lors du renouvellement du Conseil Communautaire. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de déchéance ou de démission d'un membre du Conseil d'exploitation, il appartiendra au Conseil Communautaire de pourvoir à son remplacement, et de désigner un nouveau membre, sur proposition du Président de la C.A.S.A.

Dans ce cas, la durée du mandat sera égale à la durée restant à effectuer par l'administrateur remplacé. Ce renouvellement sera effectué dans les plus brefs délais.

7.5. Modalités d'exercice des fonctions des membres du Conseil d'Exploitation

Les fonctions de membres du Conseil d'Exploitation sont gratuites.

7.6. Élection du Président et du Vice-Président du Conseil d'Exploitation

Le Conseil d'Exploitation élit en son sein un Président et un Vice-président. La durée du mandat du Président et du Vice-président est identique à celle des membres du Conseil Communautaire.

7.7 Déroulement des séances du Conseil d'Exploitation

Le Conseil d'Exploitation se réunit au moins tous les trois mois sur convocation de son Président. Il se réunit également chaque fois que le Président le juge utile ou à la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le Président. Il est envoyé à chaque conseiller au moins trois jours avant chaque séance.

Les séances du Conseil d'exploitation ne sont pas publiques. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative.

Chaque conseiller absent ou empêché doit se faire représenter par un autre membre du Conseil d'Exploitation. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Le quorum requis pour valablement délibérer est de la moitié des membres sur première convocation et du quart sur la seconde convocation, sous quinzaine.

Le Conseil d'Exploitation statue à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

7.8 Attributions du Conseil d'Exploitation

Le Conseil d'Exploitation est obligatoirement consulté par le Président de la C.A.S.A. sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie.

Le Conseil d'Exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente au Président de la C.A.S.A. toutes propositions utiles.

Le Directeur informe le Conseil d'Exploitation de la marche du service.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2221-72 du C.G.C.T., le Conseil d'Exploitation donne obligatoirement son avis sur :

- Les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux d'extension ;
- Les actions judiciaires à intenter ou soutenir ainsi que sur les transactions à accepter ;
- Le budget de la Régie ainsi que les comptes ;
- Les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- Les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- Les taux des redevances dues par les usagers de la Régie.

Il est également consulté lorsque le Conseil Communautaire envisage de modifier les statuts.

Par ailleurs, le Conseil d'Exploitation donne son avis sur le compte financier, établi par le comptable et visé par l'ordonnateur, ainsi que sur le relevé provisoire des résultats de l'exploitation arrêté tous les six (6) mois par le Directeur.

Enfin, il donne son avis sur la rémunération du Directeur, conformément à l'article R.2221-73 du C.G.C.T et à l'article 7 des présents statuts.

ARTICLE 8 : LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2221-72 du C.G.C.T., le Conseil Communautaire, après avis du Conseil d'Exploitation :

- Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- Autorise le Président de la C.A.S.A. à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- Vote le budget de la Régie et délibère sur les comptes ;
- Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- Fixe les taux des redevances dues par les usagers de la Régie ;
- Adopte et modifie les présents statuts ;
- Fixe la rémunération du Directeur, sur proposition du Président de la C.A.S.A.

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

ARTICLE 9 : DOTATION INITIALE

Le montant de la dotation initiale de la Régie prévue par l'article R.2221-1 du C.G.C.T., est fixé par la délibération du Conseil Communautaire instituant la Régie. La dotation initiale de la Régie, prévue à l'article R.2221-1 du C.G.C.T., représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature et en espèces effectués par la C.A.S.A., déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la Régie.

Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.

L'article R.2221-79 pose que *« la délibération qui institue la régie détermine les conditions du remboursement des sommes mises à sa disposition. La durée du remboursement ne peut excéder trente ans. »*

La dotation initiale de la Régie à autonomie financière chargée de la gestion du service public d'assainissement des eaux usées correspond à une avance de trésorerie du Budget Principal et est fixée à un montant de deux millions d'euros. Elle fera l'objet d'un remboursement au plus tard à la fin de l'exercice 2020.

ARTICLE 10 : L'AGENT COMPTABLE

Les fonctions de Comptable de la Régie sont remplies par le comptable de la C.A.S.A.

Les comptes de l'agent comptable sont rendus dans les mêmes formes et délais et jugés dans les mêmes conditions que ceux du comptable de la C.A.S.A.

ARTICLE 11 : INDIVIDUALISATION DES COMPTES

Les produits de la Régie, y compris les taxes ainsi que les charges, font l'objet d'un budget spécial annexé au budget de la C.A.S.A. voté par le Conseil Communautaire.

ARTICLE 12 : COMPTABILITE

Les règles de la comptabilité intercommunale sont applicables à la Régie sous réserve des dispositions prévues par les articles R.5551-78 à R.2221-82 du C.G.C.T. La comptabilité de la Régie est tenue dans les conditions d'un plan comptable conforme au plan comptable général.

La Régie autonome est soumise à l'Instruction budgétaire et comptable M 43 ainsi qu'à toutes les dispositions applicables aux services publics industriels et commerciaux.

Les fonds de la Régie sont déposés au Trésor.

ARTICLE 13 : LE BUDGET DE LA REGIE

13.1. Règles générales

Le Président de la C.A.S.A. est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Le budget est préparé par le Directeur.

Le Président de la C.A.S.A. présente au Conseil Communautaire le budget et les comptes de la régie qui, après avis du Conseil d'Exploitation, vote le budget de la régie et délibère sur les comptes. Lors de la présentation du budget, le Président de la C.A.S.A. fournit à l'appui de ses propositions un exemplaire du dernier compte financier ainsi qu'un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la régie.

Le Conseil Communautaire délibère, également, sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.

Ces documents sont présentés dans les délais indiqués par l'article L.1612-12 du C.G.C.T.

En fin d'exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion. Le Président de la C.A.S.A soumet les comptes pour avis au Conseil d'Exploitation, puis au Conseil Communautaire de la C.A.S.A.

Lorsque le fonctionnement du service nécessite l'affectation d'immeubles appartenant à la C.A.S.A., le loyer de ces immeubles, fixé par le conseil communautaire suivant leur valeur locative réelle, est porté en dépense au budget de la régie et en recette au budget de la C.A.S.A. Le montant des rémunérations du personnel communautaire mis à la disposition de la régie est remboursé à la C.A.S.A. Il est porté en dépense au budget de la régie et en recette au budget de la C.A.S.A.

13.2. Règles particulières

Le budget annexe de la Régie Autonome doit obligatoirement être équilibré en recettes et en dépenses. Il comprend une section d'exploitation et une section d'investissement, l'équilibre financier étant apprécié séparément pour les deux sections.

Il résulte de l'article R. 2221-90 du C.G.C.T. que l'excédent du résultat de la section de fonctionnement tel que défini au B de l'article R. 2311-11 du C.G.C.T. doit être affecté :

- en priorité, pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs, au financement des mesures d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values d'éléments d'actifs visés ci-dessus.
- pour le solde, au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement en report à nouveau ou en reversement à la collectivité de rattachement.

Lorsque le résultat fait apparaître un déficit, ce dernier est rattaché aux charges d'exploitation de l'exercice.

13.3. Présentation du budget

Le budget est présenté en deux sections :

- La section d'exploitation ou de fonctionnement dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- La section d'investissement, dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

La section d'exploitation fait apparaître successivement :

- Au titre des charges : les charges d'exploitation (charges de personnel et charges générales), les charges financières, les charges exceptionnelles, les dotations et provisions ;
- Au titre des produits : la redevance d'assainissement collectif, la redevance d'assainissement non collectif, la Participation Forfaitaire à l'Assainissement

Collectif (PFAC), les subventions et dotations, les produits de gestion, les produits exceptionnels, les éventuels excédents.

La section d'investissement fait apparaître successivement :

- Au titre des dépenses : les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nécessaires à l'exploitation notamment l'acquisition de biens, les remboursements d'emprunts.
- Au titre des recettes : la valeur des biens affectés, des réserves et recettes assimilées, des subventions et dotations, des amortissements des biens affectés et/ou acquis, le produit des cessions, des emprunts.

ARTICLE 14 : AFFECTATION DU RESULTAT COMPTABLE

Le Conseil Communautaire délibère sur l'affectation du résultat comptable selon les modalités prévues par les articles R.2221-90 et R.2221-90-1 du C.G.C.T.

ARTICLE 15 : REDEVANCES DUES PAR LES USAGERS

Les taux des redevances dues par les usagers de la Régie et les différents tarifs des services proposés sont fixés par le conseil communautaire, après avis du Conseil d'exploitation.

Les taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la Régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 16 : COMPTE PROVISOIRE

Indépendamment des comptes, un relevé provisoire des résultats de l'exploitation est arrêté tous les six (6) mois par le Directeur, soumis pour avis au Conseil d'exploitation et présenté par le Président de la C.A.S.A. au conseil communautaire.

Lorsqu'il résulte de ce relevé que l'exploitation est en déficit, le conseil communautaire est immédiatement invité par le Président de la C.A.S.A. à prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre soit en modifiant les tarifs ou les prix de vente, soit en réalisant des économies dans l'organisation des services.

ARTICLE 17 : COMPTE DE FIN D'EXERCICE

Un inventaire, dont les résultats sont produits au juge des comptes à l'appui du compte financier, est dressé en fin d'exercice conformément aux principes du plan comptable général.

A la fin de chaque exercice et après inventaire, le comptable prépare le compte financier. L'ordonnateur vise le compte financier. Il le soumet pour avis au Conseil d'exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la Régie.

Le compte financier est présenté par le Président de la C.A.S.A. au conseil communautaire qui l'arrête. Il comprend :

- La balance définitive des comptes ;
- Le développement des dépenses et des recettes budgétaires ;
- Le bilan et le compte de résultat ;
- Le tableau d'affectations des résultats ;
- Les annexes définies par instruction conjointe du ministre chargé des collectivités locales et du ministre chargé du budget ;
- La balance des stocks établie après inventaire par le responsable de la comptabilité matière.

ARTICLE 18 : LES CESSIONS

La liste des biens pouvant faire l'objet d'une cession devra faire l'objet d'une délibération par l'organe délibérant de la C.A.S.A, sur proposition du Conseil d'Exploitation, préalablement à la mise en vente. Les écritures comptables liées à l'ensemble des cessions seront directement retranscrites dans la comptabilité du budget de la régie autonome.

ARTICLE 19 : LES SUBVENTIONS ET DOTATIONS

Les demandes de subvention devront faire l'objet d'une délibération par l'organe délibérant de la C.A.S.A, sur proposition du Conseil d'Exploitation.

CHAPITRE IV – FIN DE LA REGIE

ARTICLE 20 : FIN DE LA REGIE AUTONOME

La Régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil Communautaire. Cette délibération détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de régie et les comptes sont arrêtés à cette date.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la C.A.S.A.

Le Président de la C.A.S.A est chargé de procéder à la liquidation de la Régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, dans lequel siège la Régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la C.A.S.A. Aux termes de ces opérations la C.A.S.A. corrige ses résultats de la reprise des résultats de la Régie, par délibération budgétaire.

Dans les cas prévus à l'article L. 2221-7 du C.G.C.T, le Président de la C.A.S.A. prend toutes les mesures d'urgence en vue de remédier à la situation en cause. Il rend compte des mesures prises à la prochaine réunion du Conseil d'exploitation.

Si l'atteinte à la sécurité publique persiste ou si les mesures prises se révèlent insuffisantes, le Président de la C.A.S.A. propose au Conseil communautaire de

décider la suspension provisoire ou l'arrêt définitif des opérations de la Régie. Dans ce cas, les dispositions des articles R.2221-16 à R.2221-17 C.G.C.T. s'appliquent.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 21 : STATUTS DES AGENTS DE LA REGIE AUTONOME

Tous les fonctionnaires dont les missions se situent dans le périmètre de la régie pourront conserver leur statut. En revanche, tous les agents non titulaires sont soumis au droit privé. Ils sont qualifiés de salariés de droit privé. Une exception existe pour le Directeur et le comptable de la régie qui restent des agents publics.

Afin d'assurer une égalité sociale de traitement de tous les salariés de la Régie Autonome, une harmonisation des dispositions de l'accord cadre de la C.A.S.A. et du Code du travail sera effectuée au travers des différents accords applicables aux agents de droit privé.

Les salariés de droit privé de la régie sont régis par les dispositions des lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions du Code du travail, par les délibérations des organes délibérants de la C.A.S.A. et par les dispositions de la Convention Collective Nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement en date du 12 avril 2000, numéro de brochure 3302, numéro IDCC 2147, prise dans son intégralité, annexes et avenants en cours et à venir compris.

ARTICLE 22 : DUREE ET MODIFICATIONS DES STATUTS

Les présents statuts prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2021 et pourront faire l'objet de modifications ultérieures, pendant leur application par délibération du Conseil Communautaire.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_253
Nature : DE - Deliberations
Objet : Assainissement des eaux usées - Régie à simple autonomie financière - Modification des statuts
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : LoDd0rS

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_253-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_253
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Assainissement des eaux usées - Régie à simple autonomie financière - Modification des statuts
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_253-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_253-DE-1-1_2.PDF

N